4 Économie

Cop21

Dernière ligne droite des négociations

Innocent M'BADOUMA

Libreville / Gabon

CE mercredi 9 décembre 2015 sera décisif. De l'avis de nombreux observateurs, c'est la dernière ligne droite vers l'obtention ou non d'un accord universel politiquement contraignant.

Les prémices de la signature de cet accord se sont dessinées, lundi à 21 heures, à la clôture de la première plénière des cofacilitateurs aux négociations sur le climat. C'est aujourd'hui, tard dans la soirée, que les ministres représentant les 195 pays doivent examiner la première « mouture toilettée » des articles qui le composent, objets des discussions. On espère simplement que lesdits articles ne feront pas l'objet de grandes contestations, « pour qu'un accord soit

signé sans stress ».
En attendant, ministres et experts gabonais multiplient les contacts bilatéraux. Pièce-clé dans le dispositif des négociations mises en place par la prési-



dence du comité d'organisation de la COP 21, le ministre d'Etat, ministre des Affaires Etrangères du Gabon Emmanuel Issozet Ngondet, a pesé de tout son poids pour que les travaux - au début exclusivement en anglais - se fassent dans toutes les langues. « C'est un élément important du consensus», a-t-il souligné.

Pendant la phase décisive des négociations, les membres du gouvernement ont multiplié les consultations, non seulement auprès d'autres ministres, mais aussi auprès des organismes internationaux, acteurs influents des négociations. Même si ces derniers n'ont pas droit à

la parole...

Dans ce sens,M. Issozet Ngondet a rencontré le ministre indien, chef de la délégation de son pays. Ainsi que le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, pour des stratégies devant faire évoluer les différentes positions

Le ministre de la Forêt, Flore Mistoul, a rencontré son homologue de Belgique. Son collègue Régis Immongault a pris part, hier, à des fructueux travaux avec la présidence des ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique).

mongault, le Plan national

Initiative sur les forêts de l'Afrique centrale (CAFI)

"Le Gabon doit faire partie de la solution "

I. M'B.

Paris / France

EN attendant la plénière décisive de ce mercredi soir, les ministres intensifient les participations à des événements en marge de la COP 21.

Hier mardi, l'agenda du ministre du Développement durable était très chargé. En matinée, Régis Immongault a rencontré la directrice générale du Fonds vert pour l'environnement, avant de prendre part, plus tard, à l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (Cafi - Central africa initiative for forest). Une rencontre importante qui a réuni, d'une part, les ministres et la société civile d'Afrique centrale et, d'autre part, la Banque mondiale, prête à injecter une colossale somme d'argent pour préserver la forêt du Bassin du Congo.

Contrairement aux autres Etats avec qui le Gabon a en partage cette forêt et qui soutiennent le processus REDD + (voir lexique de la COP 21 d'hier), le ministre Régis Immongault a présenté l'alternative développée par le Gabon, dans l'optique de valoriser la forêt, contribuer à la régulation du climat, sans compromettre la marche du Gabon vers l'émergence économique. Parlant du Cafi et du REDD +, M. Immongault a demandé aux bailleurs de fonds de prendre en compte les attentes les pays impliqués dans le REDD+, et les spécificités de ceux qui ne sont pas dans le REDD+.



Le ministre gabonais du Développement durable, Régis Immongault prononçant son allocution lors de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI).

Cette rencontre visait à renforcer les stratégies nationales en matière de dé-

veloppement durable dans chaque pays de l'Afrique centrale. M. Immongault a rappelé que le potentiel de la forêt du Gabon est de 88 % de la superficie nationale. Sans omettre les 8% de savane. Il a expliqué pourquoi le Gabon est réservé sur le processus REDD +.

En effet, le pays dépend à 85 % de l'extérieur pour son alimentation, soit 300 à 350 milliards francs cfa d'importation.

Pour le ministre du Développement durable du Gabon, la question des forêts soulève deux défis majeurs. Le premier: préserver les forêts tropicales pour poursuivre le développement. Le deuxième: développer une

agriculture tournée vers la sécurité alimentaire, afin de réduire la dépendance alimentaire.

De l'avis du ministre Im-

d'affectation des terres (PNAT) est une réponse qui concilie les deux défis. D'autant que le PNAT aboutit à trois objectifs :premièrement, développer le secteur agricole. Deuxièmement : développer nos forêts et les maintenir en état de séquestrer intensivement le carbone. Enfin, troisièmement, le PNAT est un outil pour développer l'industrie et les services. Dans cette optique, le ministre Immongault a rappelé aux participants à cette rencontre que « le Gabon doit faire partie de la

matique. Autrement dit, « être un acteur majeur de la politique d'un développement sobre en carbone.»

solution» dans la lutte

contre le réchauffement cli-

Déjà 6 560 milliards de francs mobilisés pour les énergies renouvelables en Afrique

I. M'B

Paris/France

LE ministre français des Affaires étrangères et président de la COP21, Laurent Fabius, a annoncé lundi que les pays développés ont déjà mobilisé 10 milliards d'euros (6 560 milliards de francs) de financements publics pour soutenir une initiative africaine de développement des énergies renouvelables

sur ce continent.

Ces 10 milliards d'euros « représentent le coût nécessaire pour fournir ces 10 gigawatts de nouvelles capacités de production d'énergie verte d'ici 2020, l'objectif fixé par l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique (AREI) », a précisé, lors d'une conférence sur l'énergie, le président de la Conférence internationale sur le climat (COP21).

« Cette initiative, lancée of-



Le Gabon représenté ici par le ministre des Affaires étrangères Emmanuel Issozet Ngondet (4e à partir de la gauche), fait partie des 14 facilitateurs.

ficiellement la semaine dernière à la COP21, vise 300 gigawatts de capacités d'énergies renouvelables d'ici 2030 », a détaillé le ministre égyptien de l'Environnement Khaled Fahmy. « C'est un projet mis en place par et pour les Africains », s'est-il réjoui.

« Cette initiative sera mise en oeuvre dès la fin de la COP21 », a promis, de son côté, Laurent Fabius.

Lors d'un sommet avec des dirigeants africains, en marge de la COP21, François Hollande, le président français, avait promis 2 milliards d'euros (1312 milliards de francs) à l'Afrique d'ici 2020, pour développer des énergies renouvelables.

Déjà, le 6 décembre dernier, Laurent Fabius a réuni l'équipe des « facilitateurs » qui prépare le futur accord de Paris. Le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration régionale du Gabon, Emmanuel Issozet Ngondet, fait partie de cette équipe très restreinte.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 03/12/2015



Union Gabonaise de Banque

SiteWeb: http://www.ugb-banque.com

	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)			
•	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	
	XAF	XXXXX	XXXXX	XXXXXX	1 EUR	655,957	
	USD	1,0671	1USD =	614,710	1 USD	651,750	
е	CAD	1,4213	1CAD =	461,519	1 CAD	485,665	
_	JPY	131,5800	1JPY =	4,985	100 JPY	518,404	
	GBP	0,7122	1GBP =	921,029	1 GBP	958,960	
	CHF	1,0840	1CHF =	605,126	100 CHF	63358,02	
	ZAR	15,2736	1ZAR =	42,947	100 ZAR	4465,98	
	MAD	10,7196	1MAD =	61,192	1MAD	63,63	
m	CNY	6.8273	1CNY =	96.079	1CNY	98.96	

IN	INDICES BOURSIERS				
	en date du				
CAC 40	03/12/2015	4896,46			
DOW JONES	03/12/2015	17729,68			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril **03** Decembre : **43,51**